



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 75.797/4
du 30 avril 2024

advies 75.797/4
van 30 april 2024

sur

over

un avant-projet de loi 'relatif
aux traitements de données à
caractère personnel par la
Direction générale Office des
étrangers'

een voorontwerp van wet
'betreffende de verwerkingen
van persoonsgegevens door de
Algemene Directie Dienst
Vreemdelingenzaken'

Le 4 mars 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjointe à la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'relatif aux traitements de données à caractère personnel par la Direction générale Office des étrangers'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 30 avril 2024. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Luc CAMBIER et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 avril 2024.

*

Op 4 maart 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende de verwerkingen van persoonsgegevens door de Algemene Directie Dienst Vreemdelingenzaken'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 30 april 2024. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Dimitri YERNAULT, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 april 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

1. Vu le nombre très important de catégories de données prévu par l'article 6 de l'avant-projet et dont l'auteur reconnaît lui-même dans les commentaires de cette disposition que leur traitement est en principe interdit au regard du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « RGPD »), la section de législation insiste sur ce que, outre les principes de proportionnalité et de minimisation des données, il convient d'interpréter restrictivement les cas dans lesquels leur récolte, leur traitement et leur réutilisation pourraient exceptionnellement intervenir. Il ne peut s'agir que d'apprécier les motifs avancés par un étranger à l'appui de toute demande ou démarche effectuée par celui-ci dans le cadre de la loi du 15 décembre 1980 et de ses arrêtés d'exécution.

2. L'article 6 de l'avant-projet détermine les catégories de données à caractère personnel qui peuvent être traitées par l'Office des étrangers. Selon l'article 8 de l'avant-projet, le Roi peut préciser ces catégories de données à caractère personnel, « [a]u vu de la complexité de dresser une liste exhaustive des données à caractère personnel que l'Office des étrangers peut être amené à collecter et à traiter »¹.

L'article 10 de l'avant-projet définit les finalités pour lesquelles les données à caractère personnel peuvent être traitées et l'article 11 de l'avant-projet énumère les destinataires auxquels les données à caractère personnel peuvent être communiquées.

Dans son avis n° 166/2022 du 19 juillet 2022, l'Autorité de protection des données a invité l'auteur de l'avant-projet à préciser davantage les catégories de données à caractère personnel traitées et les personnes concernées, à la lumière du principe de proportionnalité et du principe de minimisation des données.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Voir le commentaire de l'article.

Elle a notamment relevé ce qui suit :

« 40. L'Autorité souligne qu'à la lumière du principe de minimisation des données ainsi que du principe de prévisibilité, on ne peut se contenter de reprendre simplement une liste de toutes les (catégories de) données à caractère personnel qui peuvent être traitées par l'Office des étrangers. Afin de permettre aux personnes concernées de comprendre, à la lecture du texte, quels traitements de données sont nécessaires, les (catégories de) données à caractère personnel doivent être mises en relation avec les finalités de traitement (art. 10 de l'avant-projet) et les destinataires (art. 11 de l'avant-projet). Il convient avant tout de préciser davantage quels (types de) traitements pourront être réalisés par l'Office des étrangers sur quelles (catégories de) données à caractère personnel (collecte, enregistrement, consultation, anonymisation, effacement, etc.) et pour quelles finalités. En effet, toutes les catégories de données à caractère personnel énoncées à l'article 6 de l'avant-projet ne seront pas (devront pas être) traitées pour chacune des finalités énoncées à l'article 10 de l'avant-projet. Par exemple, on ne procèdera peut-être pas à la pseudonymisation des données concernant les hobbies et les intérêts (art. 6, 7°) en vue d'assurer le suivi des interdictions d'entrées et leur enregistrement dans le Système d'information Schengen (art. 10, 11°). Il convient donc de reprendre dans l'avant-projet un lien plus clair entre les (catégories de) données à caractère personnel traitées et les finalités de traitement. Par ailleurs, il convient également de préciser, en cas de transfert de certaines (catégories de) données à caractère personnel, à quels destinataires celles-ci seront éventuellement transmises et pour quelles finalités (cf. également ci-avant aux points 13 e.s.).

41. Conformément au principe de proportionnalité et au principe de minimisation des données, seules les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des finalités peuvent être collectées et traitées (et par conséquent transmises à certain(e)s (catégories de) destinataires). À cet égard, l'Autorité souligne que sur la base du texte du présent avant-projet, certaines (catégories de) données à caractère personnel peuvent être transmises à certain(e)s (catégories de) destinataires, bien que la nécessité de cette transmission ne soit nullement démontrée. À titre d'exemple, l'Autorité souligne que sur la base de la lecture conjointe des articles 6, 17° et 11, § 1, 7° de l'avant-projet, les données relatives au comportement sexuel des personnes concernées peuvent être transmises à des transporteurs. Il convient dès lors de préciser pour quelles (catégories de) données à caractère personnel reprises à l'article 6 de l'avant-projet la transmission est nécessaire, pour quels destinataires énoncés à l'article 11 et pour quelle(s) finalité(s) ».

Le commentaire de l'article précise que cette recommandation de l'Autorité de protection des données va au-delà des obligations imposées par le RGPD, en particulier son article 6, paragraphe 3, lequel prévoit que les finalités du traitement sont définies dans une base juridique ², et que cela revient à couler dans la loi le registre des activités de traitement que l'Office des étrangers doit tenir en vertu de l'article 30 de ce règlement ³.

Il ajoute que ce registre des activités de traitement est justement un instrument permettant de recenser de manière concrète les traitements de données et de disposer d'une vue d'ensemble de ce que le responsable de traitement fait avec les données à caractère personnel.

Néanmoins, la lecture des articles 6, 10 et 11 de l'avant-projet ne permet ni de savoir pour quelles finalités précises, parmi celles définies à l'article 10 de l'avant-projet, certaines des données à caractère personnel figurant à l'article 6 de l'avant-projet peuvent être traitées par l'Office des étrangers ni de déterminer lesquelles des données à caractère personnel figurant à l'article 6 de l'avant-projet seront communiquées par l'Office des étrangers aux destinataires visés à l'article 11 de l'avant-projet.

² Selon l'article 6, paragraphe 3, du règlement,

« Le fondement du traitement visé au paragraphe 1, points c) et e), est défini par :

a) le droit de l'Union ; ou
b) le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis.

Les finalités du traitement sont définies dans cette base juridique ou, en ce qui concerne le traitement visé au paragraphe 1, point e), sont nécessaires à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement. Cette base juridique peut contenir des dispositions spécifiques pour adapter l'application des règles du présent règlement, entre autres : les conditions générales régissant la licéité du traitement par le responsable du traitement; les types de données qui font l'objet du traitement ; les personnes concernées ; les entités auxquelles les données à caractère personnel peuvent être communiquées et les finalités pour lesquelles elles peuvent l'être ; la limitation des finalités ; les durées de conservation ; et les opérations et procédures de traitement, y compris les mesures visant à garantir un traitement licite et loyal, telles que celles prévues dans d'autres situations particulières de traitement comme le prévoit le chapitre IX. Le droit de l'Union ou le droit des États membres répond à un objectif d'intérêt public et est proportionné à l'objectif légitime poursuivi ».

³ L'article 30 du règlement dispose :

« 1. Chaque responsable du traitement et, le cas échéant, le représentant du responsable du traitement tiennent un registre des activités de traitement effectuées sous leur responsabilité. Ce registre comporte toutes les informations suivantes :

a) le nom et les coordonnées du responsable du traitement et, le cas échéant, du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données ;
b) les finalités du traitement ;
c) une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
d) les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
e) le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
f) dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
g) dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles visées à l'article 32, paragraphe 1 ».

Or, le considérant 41 du règlement (UE) n° 2016/679, précise :

« Lorsque le présent règlement fait référence à une base juridique ou à une mesure législative, cela ne signifie pas nécessairement que l'adoption d'un acte législatif par un parlement est exigée, sans préjudice des obligations prévues en vertu de l'ordre constitutionnel de l'État membre concerné. Cependant, cette base juridique ou cette mesure législative devrait être claire et précise et son application devrait être prévisible pour les justiciables, conformément à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne [...] et de la Cour européenne des droits de l'homme ».

Il s'ensuit que l'avant-projet doit être complété.

Compte tenu du grand nombre de missions légales de l'Office des étrangers et de la multitude des situations auxquelles il peut être confronté, il paraît difficile d'apporter toutes les précisions nécessaires dans les articles 10 et 11 de l'avant-projet. Mieux vaut dès lors si besoin compléter les articles 10, § 3, et 11, § 2, de l'avant-projet afin d'habiliter le Roi à le faire.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 4

Selon le paragraphe 1^{er}, l'Office des étrangers peut traiter des données à caractère personnel dans la mesure où ces traitements sont nécessaires à l'exécution des missions d'intérêt public qui sont les siennes ou relevant de l'autorité publique dont il est investi telles que déterminées par l'arrêté royal du 14 janvier 2002 'portant création du Service public fédéral Intérieur'.

Compte tenu du principe de légalité inscrit à l'article 22 de la Constitution, il n'y a pas lieu de faire référence à une norme de rang inférieur.

Par conséquent les missions exercées par l'office des étrangers dans le cadre de l'article 2, § 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 14 janvier 2002 'portant création du Service public fédéral Intérieur' doivent être énumérées dans l'avant-projet.

Article 6

La section de législation observe qu'il convient d'éviter, tant dans le dispositif que dans le commentaire de l'article, l'usage des mots « données raciales » et dès lors de les remplacer par les mots « données relatives à une prétendue race ». En effet, outre que l'expression « prétendue race » figure, notamment, dans l'article 4, 4°, de la loi du 30 juillet 1981 'tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie' en tant que critère protégé, elle est utilisée également dans les législations fédérales les plus récentes comme, par exemple, la loi du 29 février 2024 'introduisant le livre I^{er} du Code pénal' (en l'occurrence l'article 29, alinéa 2, relatif à la définition des mobiles discriminatoires) ainsi que la loi du 29 février 2024 'introduisant le livre II du Code pénal' (dont l'article 249, alinéa 2, définit les critères protégés comme motifs de discrimination).

Article 7

Selon le commentaire de l'article, le « professionnel des soins de la santé est le praticien professionnel visé dans la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice de la profession des soins de santé ».

Mieux vaut apporter cette précision dans le dispositif.

Article 11

Au paragraphe 1^{er}, il convient de remplacer les mots « 36° les Archives générales du Royaume » par les mots « 37° les Archives générales du Royaume » et d'adapter la numérotation des subdivisions dans la suite du texte en projet.

Article 13

Aux paragraphes 1^{er} et 2, il convient de remplacer chaque fois les mots « l'article 9, 1° à 5° » par les mots « l'article 9, § 1^{er}, 1° à 5° ».

Article 20

1. Les mots « ainsi que du » seront remplacés, dans la version française, par les mots « et le ».
2. Les mots « peuvent être limités conformément aux articles 21 et suivants » seront remplacés par les mots « ne peuvent être limités que conformément aux articles 21 à 24 ».

Articles 21 et 23

Ces articles prévoient que, s'agissant des traitements de données à caractère personnel dont il est le responsable du traitement, le Ministre peut retarder, limiter ou exclure certains droits (article 21) et qu'il réexamine l'application de la limitation (article 23).

Or, selon l'article 5 de l'avant-projet, ce n'est pas le ministre mais l'Office des étrangers qui est le responsable du traitement.

Par conséquent, de l'accord du délégué de la Secrétaire d'État, il convient d'adapter les deux articles sur ce point.

Article 30

Le commentaire de l'article précise que les autorités publiques belges et les organismes publics de droit belge devront utiliser le formulaire type prévu à cet effet et déterminé par le Ministre.

Il convient dès lors de remplacer les mots « au moyen du formulaire mis à disposition sur son site internet » par les mots « au moyen du formulaire dont le modèle est établi par le Ministre et mis à disposition sur le site internet de l'Office des étrangers ».

Article 40

Cet article énonce que les autorisations d'accéder aux informations enregistrées dans les banques de données nationales gérées par l'Office des étrangers accordées avant l'entrée en vigueur de la loi en projet restent valables le temps nécessaire à leur mise en conformité avec la loi en projet ; cette mise en conformité avec la loi en projet doit avoir débuté dans un délai de quatre mois commençant à courir à la date d'entrée en vigueur de celle-ci.

Il ne prévoit cependant pas une date limite pour la mise en conformité.

Comme le propose le délégué de la Secrétaire d'État, cette disposition transitoire sera complétée afin de prévoir que cette mise en conformité doit être achevée dans un délai de deux ans.

Article 42

Selon l'alinéa 1^{er}, la loi en projet entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception du chapitre 7 du titre 3.

À moins d'un motif particulier justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', à savoir dix jours après la publication au *Moniteur belge*, il convient de renoncer à l'entrée en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* ou dans un délai inférieur au délai usuel précité afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

L'alinéa 1^{er} sera réexaminé en conséquence.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

1. Gelet op het grote aantal categorieën van gegevens waarin artikel 6 van het voorontwerp voorziet en op het feit dat de steller in de commentaar op die bepaling zelf erkent dat de verwerking van die gegevens in principe verboden is in het licht van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “AVG”), benadrukt de afdeling Wetgeving dat, naast het evenredigheidsbeginsel en het beginsel van de minimale gegevensverwerking, de gevallen waarin die gegevens bij wijze van uitzondering zouden mogen worden verzameld, verwerkt en hergebruikt, restrictief dienen te worden geïnterpreteerd. Het mag enkel gaan om de beoordeling van de redenen die een vreemdeling aanvoert ter ondersteuning van elke aanvraag die hij heeft gedaan of elke stap die hij heeft ondernomen in het kader van de wet van 15 december 1980 en de uitvoeringsbesluiten ervan.

2. In artikel 6 van het voorontwerp worden de categorieën van persoonsgegevens bepaald die de Dienst Vreemdelingenzaken mag verwerken. Volgens artikel 8 van het voorontwerp kan de Koning die categorieën van persoonsgegevens verduidelijken “[m]et het oog op de complexiteit van het opstellen van een volledige lijst van de persoonsgegevens die de Dienst Vreemdelingenzaken mogelijk moet verzamelen en verwerken”.¹

In artikel 10 van het voorontwerp wordt bepaald voor welke doeleinden persoonsgegevens kunnen worden verwerkt, en in artikel 11 van het voorontwerp worden de ontvangers opgesomd aan wie persoonsgegevens kunnen worden meegedeeld.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Zie de commentaar op het artikel.

In advies 166/2022 van 19 juli 2022 heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit de steller van het voorontwerp verzocht om, in het licht van het evenredigheidsbeginsel en het beginsel van de minimale gegevensverwerking, aan te geven om welke categorieën van verwerkte persoonsgegevens en om welke betrokkenen het precies gaat.

In dat advies heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit onder meer het volgende gesteld:

“40. De Autoriteit wijst erop dat, in het licht van het beginsel van minimale gegevensverwerking alsook het voorzienbaarheidsbeginsel, niet kan worden volstaan met het louter opnemen van een lijst van alle (categorieën van) persoonsgegevens die door de Dienst Vreemdelingenzaken kunnen worden verwerkt. Teneinde de betrokkenen in staat te stellen bij de lezing van de tekst te kunnen begrijpen welke gegevensverwerkingen noodzakelijk zijn, dienen de (categorieën van) persoonsgegevens in verband te worden gebracht met de verwerkingsdoeleinden (art. 10 voorontwerp) en de ontvangers (art. 11 voorontwerp). Er dient vooreerst nader te worden gepreciseerd welke (types) verwerkingen door de Dienst Vreemdelingenzaken zullen kunnen worden uitgevoerd op welke (categorieën van) persoonsgegevens (verzamelen, opslaan, consulteren, anonimiseren, wissen, etc.) en voor welke doeleinden. Niet elke van de in artikel 6 van het voorontwerp opgesomde categorieën van persoonsgegevens zal immers (dienen te) worden verwerkt voor elk van de in artikel 10 van het voorontwerp opgelijste doeleinden. Zo zal bijvoorbeeld wellicht niet worden overgegaan tot pseudonimisering van de gegevens betreffende hobby's en interesses (art. 6, 7°) met oog op de opvolging van de reisverboden en de registratie ervan in het Schengeninformatiesysteem (art. 10, 11°). Er dient aldus een duidelijkere koppeling te worden opgenomen in het voorontwerp tussen de verwerkte (categorieën van) persoonsgegevens en de verwerkingsdoeleinden. Verder dient in geval van doorgifte van bepaalde (categorieën van) persoonsgegevens eveneens te worden gepreciseerd aan welke ontvangers deze desgevallend zullen worden overgemaakt en voor welke doeleinden (cf. ook infra randnr. 13 e.v.).

41. Overeenkomstig het proportionaliteitsbeginsel en het beginsel van minimale gegevensverwerking mogen enkel de persoonsgegevens worden verzameld en verwerkt – en bijgevolg overgemaakt aan bepaalde (categorieën van) ontvangers – die noodzakelijk zijn voor het verwezenlijken van de doeleinden. In dit verband wijst de Autoriteit erop dat op basis van de tekst van het voorliggende voorontwerp bepaalde (categorieën van) persoonsgegevens kunnen worden doorgegeven aan bepaalde (categorieën van) ontvangers, hoewel de noodzakelijkheid hiervan geenszins aangetoond is. Bij wijze van voorbeeld wijst de Autoriteit erop dat op basis van de samenlezing van artikelen 6, 17° en 11, § 1, 7° van het voorontwerp de gegevens met betrekking tot het seksueel gedrag van de betrokkenen kunnen worden doorgegeven aan vervoerders. Er dient bijgevolg nader te worden gepreciseerd voor welke van de in artikel 6 van het voorontwerp opgenomen (categorieën van) persoonsgegevens de doorgifte noodzakelijk is aan welke in artikel 11 opgesomde ontvangers en voor welke doeleinde(n).”

Luidens de commentaar op het artikel reikt die aanbeveling van de Gegevensbeschermingsautoriteit verder dan de verplichtingen die de AVG oplegt in met name artikel 6, lid 3, dat bepaalt dat het doel van de verwerking in een rechtsgrond wordt vastgesteld,² en komt ze erop neer dat het register van de verwerkingsactiviteiten dat de Dienst voor Vreemdelingenzaken krachtens artikel 30 van die verordening moet bijhouden, wettelijk wordt verankerd.³

Nog volgens die commentaar is dat register van verwerkingsactiviteiten net een instrument waarmee de gegevensverwerking concreet in kaart kan worden gebracht en biedt het een overzicht van wat de verwerkingsverantwoordelijke met de persoonsgegevens doet.

Uit de artikelen 6, 10 en 11 van het voorontwerp valt evenwel niet op te maken welke nu precies de in artikel 10 van het voorontwerp genoemde doeleinden zijn waarvoor de Dienst Vreemdelingenzaken bepaalde persoonsgegevens kan verwerken die in artikel 6 van het voorontwerp worden opgesomd, noch welke van die persoonsgegevens door de Dienst Vreemdelingenzaken moeten worden meegedeeld aan de ontvangers, bedoeld in artikel 11 van het voorontwerp.

² Artikel 6, lid 3, van de verordening bepaalt het volgende:

“De rechtsgrond voor de in lid 1, punten c) en e), bedoelde verwerking moet worden vastgesteld bij:

a) Unierecht; of

b) lidstatelijk recht dat op de verwerkingsverantwoordelijke van toepassing is.

Het doel van de verwerking wordt in die rechtsgrond vastgesteld of is met betrekking tot de in lid 1, punt e), bedoelde verwerking noodzakelijk voor de vervulling van een taak van algemeen belang of voor de uitoefening van het openbaar gezag dat aan de verwerkingsverantwoordelijke is verleend. Die rechtsgrond kan specifieke bepalingen bevatten om de toepassing van de regels van deze verordening aan te passen, met inbegrip van de algemene voorwaarden inzake de rechtmatigheid van verwerking door de verwerkingsverantwoordelijke; de types verwerkte gegevens; de betrokkenen; de entiteiten waaraan en de doeleinden waarvoor de persoonsgegevens mogen worden verstrekt; de doelbinding; de opslagperioden; en de verwerkingsactiviteiten en -procedures, waaronder maatregelen om te zorgen voor een rechtmatige en behoorlijke verwerking, zoals die voor andere specifieke verwerkingssituaties als bedoeld in hoofdstuk IX. Het Unierecht of het lidstatelijke recht moet beantwoorden aan een doelstelling van algemeen belang en moet evenredig zijn met het nagestreefde gerechtvaardigde doel.”

³ Artikel 30 van de verordening bepaalt :

“1. Elke verwerkingsverantwoordelijke en, in voorkomend geval, de vertegenwoordiger van de verwerkingsverantwoordelijke houdt een register van de verwerkingsactiviteiten die onder hun verantwoordelijkheid plaatsvinden. Dat register bevat alle volgende gegevens:

a) de naam en de contactgegevens van de verwerkingsverantwoordelijke en eventuele gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken, en, in voorkomend geval, van de vertegenwoordiger van de verwerkingsverantwoordelijke en van de functionaris voor gegevensbescherming;

b) de verwerkingsdoeleinden;

c) een beschrijving van de categorieën van betrokkenen en van de categorieën van persoonsgegevens;

d) de categorieën van ontvangers aan wie de persoonsgegevens zijn of zullen worden verstrekt, onder meer ontvangers in derde landen of internationale organisaties;

e) indien van toepassing, doorgiften van persoonsgegevens aan een derde land of een internationale organisatie, met inbegrip van de vermelding van dat derde land of die internationale organisatie en, in geval van de in artikel 49, lid 1, tweede alinea, bedoelde doorgiften, de documenten inzake de passende waarborgen;

f) indien mogelijk, de beoogde termijnen waarbinnen de verschillende categorieën van gegevens moeten worden gewist;

g) indien mogelijk, een algemene beschrijving van de technische en organisatorische beveiligingsmaatregelen als bedoeld in artikel 32, lid 1.”

Overweging 41 van verordening (EU) 2016/679 luidt echter als volgt:

“Wanneer in deze verordening naar een rechtsgrond of een wetgevingsmaatregel wordt verwezen, vereist dit niet noodzakelijkerwijs dat een door een parlement vastgestelde wetgevingshandeling nodig is, onverminderd de vereisten overeenkomstig de grondwettelijke orde van de lidstaat in kwestie. Deze rechtsgrond of wetgevingsmaatregel moet evenwel duidelijk en nauwkeurig zijn, en de toepassing daarvan moet voorspelbaar zijn voor degenen op wie deze van toepassing is, zoals vereist door de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie (...) en het Europees Hof voor de Rechten van de Mens.”

Daaruit volgt dat het voorontwerp dient te worden aangevuld.

Gelet op het grote aantal wettelijke opdrachten van de Dienst Vreemdelingenzaken en op de veelheid aan situaties waarmee die dienst te maken kan krijgen, lijkt het moeilijk haalbaar alle nodige verduidelijkingen aan te brengen in de artikelen 10 en 11 van het voorontwerp. Het verdient derhalve aanbeveling dat de artikelen 10, § 3, en 11, § 2, van het voorontwerp indien nodig de Koning daartoe een machtiging verlenen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 4

Volgens paragraaf 1 kan de Dienst Vreemdelingenzaken persoonsgegevens verwerken voor zover die verwerking noodzakelijk is voor de vervulling van de taken van algemeen belang die hem toekomen of die hem in het kader van de uitoefening van het openbaar gezag zijn toevertrouwd zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 14 januari 2002 ‘tot oprichting van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken’.

Gelet op het legaliteitsbeginsel, vervat in artikel 22 van de Grondwet, hoort niet te worden verwezen naar een norm van lagere rang.

Bijgevolg dienen de opdrachten die de Dienst Vreemdelingenzaken in het kader van artikel 2, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 14 januari 2002 ‘houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken’ vervult, te worden opgesomd in het voorontwerp.

Artikel 6

De afdeling Wetgeving merkt op dat het gebruik van de woorden “raciale gegevens” in zowel het dispositief als de commentaar op het artikel dient te worden vermeden. Ze worden dan ook het best vervangen door de woorden “gegevens met betrekking tot een zogenaamd ras”. Naast het feit dat de uitdrukking “zogenaamd ras” onder meer in artikel 4, 4°, van de wet van 30 juli 1981 ‘tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden’ als beschermd criterium wordt vermeld, wordt ze immers ook gebruikt in de meest recente federale wetgevingen, zoals bijvoorbeeld in de wet van 29 februari 2024 ‘tot invoering van boek I van het Strafwetboek’ (*in casu* in artikel 29, tweede lid, met betrekking tot de definitie van discriminerende drijfveren), alsook in de wet van 29 februari 2024 ‘tot invoering van boek II van het Strafwetboek’ (waarvan artikel 249, tweede lid, de beschermde criteria definieert die drijfveren voor discriminatie zijn).

Artikel 7

Volgens de commentaar op het artikel is de “gezondheidszorgbeoefenaar de beroepsbeoefenaar, bedoeld in de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen”.

Die precisering zou men beter in het dispositief vermelden.

Artikel 11

In paragraaf 1 dienen de woorden “36° het Rijksarchief” te worden vervangen door de woorden “37° het Rijksarchief”. In het vervolg van de ontworpen tekst moet de nummering van de onderverdelingen worden aangepast.

Artikel 13

In de paragrafen 1 en 2 dienen de woorden “artikel 9, 1° tot 5°,” telkens te worden vervangen door de woorden “artikel 9, § 1, 1° tot 5°,”.

Artikel 20

1. In de Franse tekst dienen de woorden “ainsi que du” te worden vervangen door de woorden “et le”.
2. De woorden “kunnen overeenkomstig de artikelen 21 en volgende worden beperkt” moeten vervangen worden door de woorden “kunnen enkel overeenkomstig de artikelen 21 tot 24 worden beperkt”.

Artikelen 21 en 23

In deze artikelen wordt bepaald dat de minister, met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens waarvoor hij de verantwoordelijke is, bepaalde rechten kan uitstellen, beperken of uitsluiten (artikel 21) en dat hij de toepassing van de beperking heroverweegt (artikel 23).

Volgens artikel 5 van het voorontwerp is echter niet de minister maar wel de Dienst Vreemdelingenzaken de verantwoordelijke voor de verwerking.

De gemachtigde van de staatssecretaris is het ermee eens dat beide artikelen op dat punt bijgevolg moeten worden aangepast.

Artikel 30

In de commentaar op het artikel wordt gesteld dat de Belgische overheden en de openbare instellingen van Belgisch recht het modelformulier moeten invullen waarin in dat kader voorzien is en dat door de minister is vastgesteld.

De woorden “door middel van het formulier dat op zijn website ter beschikking wordt gesteld” dienen derhalve te worden vervangen door de woorden “door middel van het formulier waarvan het model door de minister wordt vastgesteld en ter beschikking wordt gesteld op de website van de Dienst Vreemdelingenzaken”.

Artikel 40

In dit artikel wordt bepaald dat de machtigingen die vóór de inwerkingtreding van de ontworpen wet werden toegekend inzake toegang tot de informatiegegevens die geregistreerd zijn in de nationale gegevensbanken die de Dienst Vreemdelingenzaken beheert, geldig blijven gedurende de periode die nodig is om ze in overeenstemming te brengen met de ontworpen wet. Met die afstemming moet een begin zijn gemaakt binnen een termijn van vier maanden die begint te lopen vanaf de datum van inwerkingtreding van de ontworpen wet.

Er wordt evenwel geen uiterste datum voor die afstemming bepaald.

Zoals de gemachtigde van de staatssecretaris voorstelt, moet in die overgangsbepaling aanvullend worden gesteld dat de afstemming voltooid moet zijn binnen een termijn van twee jaar.

Artikel 42

Volgens het eerste lid treedt de ontworpen wet, met uitzondering van hoofdstuk 7 van titel 3, in werking op de dag van de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding, bepaald bij artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, te weten tien dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, dient te worden afgezien van de inwerkingtreding op de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* of binnen een kortere termijn dan de voornoemde gebruikelijke termijn, teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Het eerste lid moet dienovereenkomstig worden herzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Patrick RONVAUX